

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES DE L'ÉTAT CHARGES
DE LA GESTION DU FONDS SOCIAL EUROPEEN
POUR LA PERIODE 2014-2020**

Entre nous :

M..., représentant de l'Etat dans la région de... , agissant au nom de l'Etat, d'une part,

M..., président du conseil régional d'autre part,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu le décret n°...du ... relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020, pris en application de l'article 78 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée ;

Vu le décret n° ... du ... portant approbation de la convention type prévue par le II de l'article 81 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée ;

Vu la délibération du conseil régional ... du... ;

Vu la demande du président du conseil régional en date du... ;

Vu l'avis du comité technique *[paritaire, jusqu'au 31 décembre 2014]* de [service de l'Etat] en date du ...;

Vu l'avis du comité technique *[paritaire, jusqu'au 31 décembre 2014]* de la région en date du ... ;

Considérant le transfert à la région d'une partie de la gestion du Fonds Social Européen (FSE) pour la période 2014-2020, en qualité d'autorité de gestion [préciser le cas échéant sur quelle partie la région exerce la qualité d'autorité de gestion], en application du I de l'article 78 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée ;

Considérant l'attente de la publication [du ou des décrets de transfert de services ou parties de services prévus au IV de l'article 81 / du ou des arrêtés préfectoraux de transferts de services ou parties de services prévus au deuxième alinéa de l'article 83 en cas de transfert par étapes] de la loi du 27 janvier 2014 susvisée ;

[Considérant que la convention peut adapter les clauses de la convention type en fonction de situations particulières]

Pour la préparation et l'exécution des délibérations de la région et pour l'exercice des pouvoirs et responsabilités dévolus dans le domaine susvisé ;

Article 1^{er}

Le président du conseil régional dispose, en tant que de besoin, des parties de services de [DI(R)ECCTE], chargés de la gestion des programmes européens financés au titre du **FSE**.

Ces parties de services sont, conformément à l'article 81 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée, mises à sa disposition à titre gratuit et placées sous son autorité dans les conditions définies par la présente convention.

Article 2

Il est constaté que participent à l'exercice de l'autorité de gestion du **FSE** au sein de [DI(R)ECCTE] à la date du 31 décembre 2013, ... emplois en équivalent temps plein, dont ...agents, répartis comme indiqué dans le tableau figurant en annexe à la présente convention.

Article 3

... agents sont mis à disposition à titre individuel et à titre gratuit du président du conseil régional en ... étapes, selon les modalités suivantes:

- ... agents [donner le même niveau de précision que dans le tableau figurant en annexe] à compter du ...[ou de la date de signature de la présente convention].
- ... agents [donner le même niveau de précision que dans le tableau figurant en annexe] le 1^{er} juillet 2015

[Le cas échéant, ajouter des étapes supplémentaires]

Article 4

En raison de la spécificité du rôle de [désigner l'agent] tant au titre des nouveaux programmes opérationnels 2014-2020 que pour la clôture du programme 2007-2013, cet agent partagera l'exercice de ses missions dans des conditions définies par sa convention individuelle de mise à disposition.

Article 5

Une évaluation conjointe de la mise en œuvre de la présente convention sera réalisée dans un délai de X mois à compter de sa signature.

Article 6

Pour l'application de l'article 80 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée, l'état des emplois pourvus au 31 décembre 2012 qui participaient à l'exercice de l'autorité de gestion du FSE au sein de [DI(R)ECCTE] figure dans le tableau annexé à la présente convention.

Fait à ..., le ...

Le préfet

Le président du conseil régional